

**Délibération n° 2017-02-23/29**

**Objet : Crèche associative Les Pitchouns - Convention d'attribution de la subvention et de mise à disposition des locaux**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne  
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - F. Boyer - J.M  
Leiendeckers - B. Deltour - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A.  
Jamet - S. Waselynck - I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M  
Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

**Absent :** B. Lledo

---

***Madame Christiane Pistre, adjointe déléguée à l'enfance et à la jeunesse, rapporte :***

La commune apporte son soutien à la crèche associative *Les Pitchouns* par la mise à disposition de locaux et le versement annuel d'une subvention.

Les locaux mis à disposition sont situés 4 rue du Pradas, sur la parcelle cadastrée section AD n°336 d'une superficie de 4 880 m<sup>2</sup>. La surface du bâtiment mis à disposition est de 256 m<sup>2</sup>.

Le loyer mensuel est fixé à 900,00 €.

La subvention de fonctionnement, dont le montant est arrêté chaque année lors du vote du budget primitif, est versée en trois fois, suivant les modalités fixées par convention.

Conformément au décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, l'obligation de conclure une convention s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000,00 €.

La convention actuelle a été autorisée par délibération n°19 du 25 février 2014 et conclue pour une durée d'un an, reconductible chaque année sur une durée maximale de 9 ans.

La Chambre Régionale des Comptes préconise de mettre fin à la convention actuelle et de fixer à 4 ans la durée de la nouvelle convention, afin de respecter la durée du mandat électoral en cours.

L'exposé de Madame Pistre entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité des voix :

- Approuve les modalités de la convention annexée à la présente délibération ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que toute pièce relative à cette affaire.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 février 2017  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

